

La persistance des mentalités et pratiques basées sur une conception étroite de la sécurité

Une conception de la sécurité qui ne se réduit pas seulement à une dimension militaire a encore du mal à faire sa place dans les mentalités et les pratiques quotidiennes des gouvernements en Afrique. Les principes qui ressortent de certaines positions officielles africaines, comme la déclaration finale de la CSSDCA, traduisent l'émergence d'une certaine sensibilité à la dimension humaine de la sécurité. Même s'il ne faut pas tomber dans une généralisation abusive, il faut reconnaître que les considérations de défense militaire et surtout de survie des régimes en place ont une certaine prégnance en Afrique.

Les principes contenus dans les déclarations officielles, aussi louables soient-ils, ne sont pas nécessairement intériorisés et n'opèrent pas toujours dans la gestion des États africains. D'ailleurs, il est difficile de déterminer exactement comment les gouvernements africains conçoivent et définissent leur sécurité car, dans la majeure partie des pays, les doctrines ne sont pas souvent rendues publiques. Il existe une certaine opacité qui confine la sécurité nationale dans son acception la plus étroite. Cela en fait un domaine réservé aux forces de sécurité traditionnelles, aux officiers supérieurs des armées et des gouvernants de régimes préoccupés par leur pérennité.⁵⁵

Le danger avec une telle conception est qu'elle peut constituer une source additionnelle d'insécurité domestique. Elle encourage le militarisme qui, non seulement fait de l'utilisation de la violence le mode normal de résolution des différends socio-économiques et politiques, mais relègue au bas de l'échelle des préoccupations les priorités de sécurité humaine qui correspondent aux objectifs de développement à long terme. Le rapport de la Commission Internationale de l'Intervention note les conséquences d'une telle orientation en affirmant que les *éléments fondamentaux de la sécurité humaine (...) peuvent être mis en péril par une agression externe mais aussi par des facteurs internes, y compris les forces « de sécurité »*. *L'attachement continu à une conception trop étroite de la « sécurité nationale » est peut-être l'une des raisons pour lesquelles de nombreux gouvernements consacrent davantage de ressources à protéger leurs citoyens contre une attaque militaire extérieure indéfinissable qu'à les prémunir contre des ennemis omniprésents tels que les maladies et autres dangers qui menacent quotidiennement la sécurité humaine*⁵⁶.

Ce constat, qui est valable pour l'Afrique, montre l'impact négatif qu'une telle approche peut avoir sur le développement économique et social durable des sociétés. Elle détourne souvent vers les dépenses militaires des ressources financières, matérielles et humaines qui pourraient être au service de la protection des populations vulnérables contre l'insécurité humaine, surtout dans un contexte de multiplication des foyers de conflits armés. Le fait d'avoir des forces de sécurité faibles, divisées et indisciplinées peut constituer un danger pour la sécurité intérieure d'un État (comme le chaos qui s'est emparé de pays comme la Somalie et l'Albanie), mais une mobilisation excessive de ressources

⁵⁵ InterAfrica Group/ Justice Africa, précité, p.7

⁵⁶ Commission internationale de l'intervention et de la souveraineté des États, rapport précité p. 16.